

France

&gt;&gt; Santé publique

&gt;&gt; L'AUTEUR

Valérie DUPHOT

Rédactrice permanente de La Dépêche Vétérinaire

## Maîtriser les zoonoses chez l'animal est plus économique que les traiter chez l'Homme

Lorsque cela est possible, il est plus avantageux de prévenir l'extension ou la persistance des zoonoses chez l'animal plutôt que de devoir les traiter chez l'Homme. Notre confrère Jean Blancou a précisé les gains économiques liés à l'éradication de zoonoses chez l'animal lors d'une journée scientifique organisée par les académies des sciences de la vie et de la santé, le 10 avril, à Paris.

« Dans de très nombreux cas, il est bien plus économique de prévenir la contamination de l'Homme que de laisser une zoonose se développer chez l'animal et devoir ensuite traiter les personnes contaminées », a déclaré notre confrère Jean Blancou (Académie vétérinaire de France) lors de la journée scientifique sur le thème « La prévention en question » organisée par le groupe de concertation entre académies des sciences de la vie et de la santé, le 10 avril, à Paris.

### Les coûts indirects difficiles à estimer

Lors de cette journée essentiellement dédiée à la santé humaine, l'intervention d'un vétérinaire a pris un relief particulier pendant la session présidée par notre confrère Jean-Louis Guénet.

Si les coûts directs liés aux zoonoses sont relativement faciles à établir, les coûts indirects – journées de travail perdues, dépenses publiques et privées, pertes des filières de production... - le sont moins.

Jean Blancou a présenté plusieurs exemples de zoonoses. D'abord celles pour lesquelles l'agent pathogène ne trouve refuge que chez l'animal, comme la tuberculose à bacille bovin, la brucellose, la rage vulpine et l'influenza aviaire hautement pathogène. « Au début du siècle dernier, plus d'un enfant tuberculeux sur quatre était porteur de *Mycobacterium bovis*, ingéré avec le lait de vaches tuberculeuses », a expliqué notre confrère. « Un programme national d'éradication, basé sur la tuberculination et l'abattage des bovins réagissants, a été lancé en 1954 ».

### Quasi disparition de la tuberculose à *M. bovis*

En moins de douze ans, le pourcentage de bovins tuberculeux est passé de 10 % à moins de 0,5 %, ce qui a conduit à la disparition quasi-totale des cas de tuberculose humaine à *M. bovis*. « Pour atteindre ce résultat, le prix à payer par la collectivité nationale a été d'environ un milliard de francs de l'époque, soit 100 millions d'euros en valeur constante », indique Jean Blancou. Ce chiffre est à comparer au coût du traitement de quelque 5 000 personnes actuellement tuberculeuses en France, qui varie de 500 à 12 000 euros selon que le patient est ou non hospitalisé.

« Si on admet que 5 à 10 % des cas de tuberculose humaine étaient dus au bacille bovin, on peut estimer que l'éradication de la tuberculose bovine évite chaque année des dépenses importantes aux services médicaux, tout en étant bénéfique pour l'élevage », souligne Jean Blancou.

### 800 millions d'euros pour éradiquer la brucellose

A la fin des années 70, quelque 400 000 cas de brucellose humaine étaient diagnostiqués chaque année, dont la majorité

était due à *Brucella abortus* qui infectait 25 % des bovins français. Le coût des soins des malades est estimé à 70 millions d'euros au minimum. « De 1968 à 1978, les dépenses publiques destinées au programme national de lutte contre la brucellose bovine ont atteint environ 800 millions d'euros en valeur constante. Le gain de l'éradication de la maladie animale est évident : il a été obtenu en moins de dix ans pour un coût bien inférieur à celui des traitements humains qu'aurait dû supporter la collectivité si la brucellose avait persisté chez les bovins », indique notre confrère.

Le gain économique est avéré également pour l'éradication de la rage vulpine (qui a coûté 3,1 millions d'euros mais évite depuis, chaque année, des milliers de traitements de la rage humaine) et de l'encéphalopathie spongiforme bovine (qui a évité des centaines d'atteintes incurables et mortelles de l'Homme par le nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob).

Au plan mondial, une pandémie d'influenza aviaire hautement pathogène aurait un coût énorme : la Banque mondiale l'évaluait à 800 milliards de dollars en 2005. « En vertu du principe de précaution, la plupart des pays industrialisés préfèrent consacrer leurs ressources à protéger leur population de l'éventuelle pandémie que de s'attaquer au réservoir du virus dans les pays où sévit l'influenza aviaire », déplore Jean Blancou.

### Surveiller les animaux domestiques et sauvages

L'agent pathogène de certaines zoonoses se trouve à la fois chez l'animal et dans l'environnement, rendant plus difficile son éradication. « C'est le cas des campylobactérioses, des colibacillooses, des salmonelloses, de la chlamyphilose, de la fièvre Q, de l'échinococcose multiloculaire, de la listériose, de la toxoplasmose... », explique notre confrère.

Les tentatives d'éradication de la maladie dans le réservoir animal sont alors problématiques mais la diminution du risque pour l'Homme est possible en mettant en place une surveillance sanitaire des animaux domestiques et sauvages. « Ces mesures ont un coût très élevé, il faut donc en évaluer le bénéfice », conclut Jean Blancou. ■

### >> GROS PLAN

## Les recommandations de l'Académie vétérinaire

L'Académie vétérinaire de France demande la création d'une commission interministérielle permanente chargée de la surveillance des principales zoonoses en France et du suivi de leur contrôle, fondés sur la maintenance d'un réseau de laboratoires d'analyses et de recherches.

Elle souhaite aussi provoquer une réunion des responsables des ministères concernés par la lutte contre les principales zoonoses pour déterminer la part des ressources humaines et financières que chaque ministère pourrait consentir en fonction des bénéfices qu'il retirerait de la maîtrise ou de l'éradication de ces zoonoses. **V.D.**